

INTERVENTION PRESIDENTIELLE DEVANT LE CONGRES : UNE RECETTE DE GATEAU BIEN INDIGESTE !

« Si l'on veut partager un gâteau, il faut qu'il y ait un gâteau ». Par ces mots, le Président de la République assume le choix d'une domination de l'économique sur le social. Alors qu'il y a un an il s'était engagé à marcher sur deux jambes – flexibilité et sécurité – il affiche que le volet social pourra attendre encore longtemps avant d'avoir voix au chapitre.

Se défendant de mener une politique non pas pour les riches mais pour les entreprises, le chef de l'Etat va jusqu'à conditionner un projet de société à la « force de l'économie française ». Pour cela, la recette est simple : libérer les freins à la croissance dans les entreprises, délivrer ces dernières de toute réglementation contraignante, et sans une dose de social dans la défense des salariés.

Alors que dans la cinquième puissance économique du monde, la valeur du patrimoine des milliardaires atteint un record jamais égalé avec une explosion de 13% sur la première année du quinquennat, c'est d'un cynisme absolu que de sous-entendre qu'il n'y aurait pas de gâteau : il y en a un, et c'est visiblement l'anniversaire des plus riches tous les jours !

La théorie des 10% de premiers de cordée que Force Ouvrière n'a eu de cesse de condamner est érigée en modèle de société où il ressort de la responsabilité de chacun de s'en sortir seul par « son talent, ses efforts, son mérite ». Au prétexte de liberté et d'émancipation, est instauré le règne de l'individualisation et de la responsabilisation, avec pour seule protection un filet minimal de sécurité censé lutter contre les « inégalités de destin ».

A vouloir gérer la France comme une entreprise, le Président de la République est cohérent avec sa vision en souhaitant conclure avec les interlocuteurs sociaux un « nouveau contrat social ». Force Ouvrière sera présente le 17 juillet, pas pour contractualiser mais pour rappeler les principes mêmes de la démocratie sociale ainsi que le rôle des organisations syndicales, et surtout continuer à revendiquer pour que, du gâteau, il ne reste pas que le noyau de la cerise sur lequel les travailleurs se casseront les dents.

Paris, le 9 juillet 2018

Pascal Pavageau
Secrétaire général